

Censure, retour de Hollande, pressions de LFI : la base du PS place sa direction sous surveillance

Une partie des responsables locaux du parti qui souhaitent la censure du gouvernement s'interrogent sur la ligne du premier secrétaire. Si la rupture n'est pas consommée avec une base guère impressionnée par les reproches venus des Insoumis, l'attitude des députés sur le budget sera scrutée de près.

[Mathieu Dejean](#) et [Fabien Escalona](#)

24 janvier 2025 à 07h45

Difficile de croire à une coïncidence. Dans la nuit du 21 au 22 janvier, le local de la section du Parti socialiste (PS) à Carhaix (Finistère) [a été incendié](#). Un graffiti a été inscrit sur le mur : « PS social-traîtres ». L'événement survient une semaine exactement après l'abstention de 58 député·es socialistes – sur 66 – sur la motion de censure déposée par La France insoumise (LFI), à contre-courant des autres groupes membres du Nouveau Front populaire (NFP).

« Cela dénote une dégradation du climat politique dans un département qui n'était pas franchement habitué à ça », déplore Tristan Foveau, premier secrétaire fédéral du PS dans le Finistère. Quant à y voir une répercussion du changement de cap du premier secrétaire, Olivier Faure, qui avait fixé des lignes rouges exigeantes au gouvernement avant d'accepter des concessions plus modestes ? Marc Thomas, cosecrétaire de la section locale du PS à Carhaix, est « convaincu » du lien, même s'il attribue cette attaque à « quelques individus exaltés ».



Derrière la vitre brisée du siège du Parti socialiste partiellement incendié dans la nuit du 21 au 22 janvier 2025 à Carhaix. © Photo Fred Tanneau / AFP

« C'est une conséquence directe de la motion de censure : il n'y a eu que huit députés socialistes pour la voter. Il aurait dû y en avoir plus. Quand on s'engage sur des idées, sur un programme comme celui du NFP, on y reste fidèle jusqu'au bout », estime celui qui rejette aussi bien le retour de la « social-démocratie » version François Hollande que la surenchère verbale d'un Jean-Luc Mélenchon qui n'aurait « rien d'unioniste » – le leader insoumis a menacé de présenter des candidatures aux futures législatives dans les circonscriptions des socialistes qui se sont abstenus.

À lire aussi

[PS : « La difficulté de Faure est de faire exister une ligne entre Hollande et Mélenchon »](#)
24 janvier 2025

Dans un PS qui traverse une zone de turbulences, c'est un point qui réunit toutes les sensibilités : même les cadres les plus chagriné·es de la stratégie suivie par la direction nationale se défendent de donner un quelconque crédit au « qu'en-dira-t-on insoumis ».

Cela ne les empêche pas d'exprimer un regard critique, là où d'autres se montrent plus indulgents, voire enthousiastes de voir leur parti se distinguer des autres composantes du NFP. Une diversité de points de vue qui rejoint celle des « retours » des sympathisant·es et des habitant·es, dont la teneur varie selon les territoires concernés.

Un spectre hante le PS, celui du hollandisme

Ce n'est pas pour rien qu'Olivier Faure et ses proches semblent se tenir sur une ligne de crête. Quelques jours après le choix de la non-censure, ils viennent d'exiger de François Bayrou [de nouvelles concessions](#), en matière de justice fiscale, de diminution des efforts demandés aux collectivités locales ou de limitation des coupes dans les dépenses.

Menaçant de voter la censure si le gouvernement passait son budget par 49-3, les socialistes ont envoyé un signal en votant, jeudi 23 janvier au Sénat, contre le budget 2025 truffé d'amendements austéritaires par le gouvernement. « *Ce qui s'est passé au Sénat a fait régresser la position de la non-censure acquise* », commente Laurent Baumel, député socialiste proche d'Olivier Faure.

« Un coup à gauche, un coup à droite : c'est comme ça qu'Olivier Faure est parvenu à ressusciter et à garder la main sur le PS », commente Maxime Gonzalez, un cadre isérois émergeant à la gauche du parti. D'un côté, le premier secrétaire a en tête le congrès à venir et l'importance de neutraliser des courants d'opposition puissants. De l'autre, il doit conserver sa crédibilité aux yeux des secteurs les plus unitaires du parti et ne pas se retrouver à court d'arguments face aux procès en « trahison ».

L'union de la gauche a été une cure de jouvence, on s'est remis en lien avec les classes populaires.

Sarah Kerrich-Bernard, première fédérale du Nord

Dans certains coins de France, le risque de voir le PS confondu avec le pouvoir en place n'est pas pris à la légère et nourrit l'incompréhension à l'égard de la godille tactique de ces dernières semaines. C'est le cas des premiers fédéraux qui voient concrètement l'avancée du Rassemblement national (RN) dans leurs territoires – un parti qui a longtemps prospéré sur le slogan « UMPS », assimilant droite et gauche.

Adhérente au PS depuis 2010, Sarah Kerrich-Bernard est première fédérale du Nord. Elle témoigne avoir vécu « *le grand huit* » des années Hollande et en avoir gardé un traumatisme. Lorsque l'ancien président de la République se félicite, en une de [*La Tribune dimanche*](#), que les socialistes occupent « *désormais le pôle central au sein de l'Assemblée nationale* », elle rétorque qu'« *il se trompe* » : « *On est à gauche, et il faudra continuer cette pédagogie sur le terrain.* »

« *N'oublions pas qu'on a des militants socialistes qui sont restés au PS malgré toutes les défaites et qui ne veulent pas revivre les années Hollande*, insiste Sarah Kerrich-Bernard. *L'union de la gauche a été une cure de jouvence, on s'est remis en lien avec les classes populaires. Il n'y aura donc pas de demi-mesure possible sur le budget* » qui sera examiné à l'Assemblée nationale en février.



Olivier Faure.

© Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Mathieu Monot, premier fédéral de Seine-Saint-Denis, fait également partie de ceux qui ont alerté sans ménagement la direction du PS. Il n'a pas mâché ses mots lors de la présentation de ses vœux le 19 janvier au Pré-Saint-Gervais. *« Je n'imaginais pas, en écrivant ces lignes, me retrouver devant vous quelques jours après que le PS a décidé de quitter les rives du rassemblement de la gauche... en refusant de censurer la droite gouvernementale »*, [a-t-il lâché](#). Il fallait une censure, a-t-il martelé, comme les communistes et les écologistes l'auraient compris.

Joint par Mediapart, Mathieu Monot rapporte la déception que l'attitude récente du PS inspire dans son département, dont la seule députée socialiste, Fatiha Keloua-Hachi, [a voté la censure](#). *« Personne ne m'a parlé du besoin de "stabilité" en Seine-Saint-Denis, mais on m'a bien parlé du fait qu'on ait lâché sur les retraites »*, s'agace-t-il en référence au [modeste bougé](#) de François Bayrou sur le sujet, utilisé comme argument pour pointer une évolution positive.

Et d'ajouter, comme pris d'angoisse à l'idée que son parti *« retombe dans ses vieux travers hollandais »* : *« J'ai vécu les dégradations de sections d'il y a quelques années, les marchés où les électeurs ne passaient plus devant le groupe de militants qu'on formait, les premières manifestations où on se prenait des cailloux sur le coin du museau avec Olivier Faure en 2018. Je n'ai pas oublié et je sais qui est responsable de tout ça. »*

Le calme des troupes, avant la tempête du budget

Une autre inquiétude a percé en interne depuis le 16 janvier. Fin 2024, le PS s'était félicité d'avoir accueilli 10 000 nouveaux adhérent·es depuis la formation de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes), en 2022. Le dernier épisode, durant lequel le parti a semblé mettre à mal l'union de la gauche sur un vote ultrasymbolique, pourrait-il les contrarier ?

« *La direction sait quand il y a eu un afflux d'adhérents ces derniers temps et pourquoi ils sont venus*, assure Lotfi Moussa, secrétaire national du PS chargé des nouveaux adhérent·es et très attaché à l'union de la gauche. *On a l'avantage de pouvoir faire remonter les alertes à ce sujet.* » « *C'est vrai qu'on a quelques militants qui nous ont dit être très mécontents, notamment chez les jeunes*, rapporte Jonathan Kienzlen, premier fédéral du Val-de-Marne, où 73 % des adhérent·es étaient pro-Faure lors du dernier congrès. *Pour autant, ça ne crée pas de schisme dans le parti.* »

Dans beaucoup de territoires, c'est en effet l'attentisme qui prévaut, celui-ci pouvant abriter autant de la circonspection qu'un espoir de voir des efforts de compromis couronnés de succès. « *Le 16 janvier, c'était l'entraînement, on attend le match* », résume Lotfi Moussa.

Pas une seule fois je n'ai été interpellée pour me dire que le PS faisait fausse route.

Gulsen Yildirim, première fédérale de Haute-Vienne

Dans sa section de Villeurbanne (Rhône), une des plus importantes du parti et majoritairement pro-Faure, Ali Ahamada rapporte qu'au moment de la galette des rois, l'ensemble des présent·es semblait comprendre la démarche de la direction. « *Il fallait essayer d'obtenir des avancées, tout en assumant clairement d'appartenir à l'opposition*, estime-t-il. *Et puis dans nos échanges à l'extérieur, on voit bien que l'impasse budgétaire inquiète : des associations craignent d'être délaissées par des cofinancements qui ne viennent pas.* »

En Isère, Maxime Gonzalez témoigne avoir été « surpris » par certaines discussions dans la salle des profs du collège où il travaille : « *J'ai pas mal de collègues qui votent LFI et dont je suis censé être à la droite en étant adhérent au PS, et je les ai entendus plutôt satisfaits de voir s'éloigner, avec Bayrou et Borne, les pires mesures concernant l'éducation nationale. L'humeur n'était pas à souhaiter leur chute à tout prix.* » Dans sa fédération, plus à droite que la moyenne du PS, « *les adhérents sont plutôt satisfaits, et même les gens qui ont adhéré récemment sur la ligne NFP n'ont pas été heurtés* ».

Deux arguments sont souvent revenus pour désamorcer les préventions : le fait que le gouvernement n'allait de toute façon pas tomber à la suite du discours de politique générale ; et le fait que cette position serait à nouveau révisée au regard du budget.

Le vote d'une prochaine motion de censure pas exclu

Gulsen Yildirim, première fédérale de Haute-Vienne, est vice-présidente du conseil départemental. « *Dans la population comme au sein de la fédération, pas une seule fois je n'ai été interpellée pour me dire que le PS faisait fausse route*, témoigne-t-elle. *Le moment a été dramatisé médiatiquement, mais on sait que le sort du gouvernement n'était pas en jeu. Et*

puis les gens sont plutôt rassurés que nous ne soyons pas dans une optique de censurer pour censurer, l'instabilité actuelle ne les ravit pas. »

En revanche, elle tient à dire, et prévient les personnes qu'elle rencontre, que la censure n'est pas exclue si le gouvernement Bayrou revient sur des concessions ou va trop loin dans des domaines importants de l'action publique : *« Pour moi qui m'intéresse beaucoup à l'enseignement supérieur et à la recherche, quand je vois les coupes envisagées alors que les universités sont déjà exsangues, je me dis que ce n'est pas possible. »*

À lire aussi

[Motion de censure : les socialistes préfèrent Bayrou au Nouveau Front populaire](#)

16 janvier 2025

Le fait que Bruno Retailleau ait annoncé que le gouvernement [« toucherait »](#) à l'aide médicale d'État (AME), dispositif permettant à des ressortissant·es étrangers sans titre de séjour régulier en France de se soigner, est une autre alerte rouge susceptible de ressouder la gauche. *« Dans une séquence où Manuel Valls est au gouvernement et où François Hollande veut prendre plus de place dans le parti, ne pas être au rendez-vous à ce moment-là rappellerait une mauvaise période pour le PS »*, prévient Lotfi Moussa.

LFI se charge d'ailleurs de rappeler au PS que le coût d'une deuxième échappée solitaire serait très élevé. Les socialistes *« ne seraient plus en mesure de représenter l'opposition de gauche dans leurs circonscriptions »* s'ils ne votaient pas la prochaine motion de censure, écrit l'intergroupe insoumis dans un [communiqué](#) du 22 janvier. Les intéressés restent stoïques.

« LFI crie, la caravane passe, personne ne peut remettre en cause l'attachement d'Olivier Faure à l'union de la gauche », conclut Tristan Foveau, premier secrétaire fédéral du PS dans le Finistère. *« Et puis on ne va pas se mentir, ajoute Maxime Gonzalez, le cadre isérois, on n'a pas un gros intérêt à revenir aux urnes rapidement, quoi qu'en disent les Insoumis. Si Bayrou tombe, c'est quoi le plan ? »*

[Mathieu Dejean](#) et [Fabien Escalona](#)